
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 79

Bill No. 79

Loi constituant la Société québécoise
d'information juridique

An Act to constitute the "Société
québécoise d'information juridique"

Première lecture

First reading

M. LEVESQUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi n° 79

Loi constituant la Société québécoise
d'information juridique

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION

1. Un organisme, ci-après appelé « la Société », est constitué sous la dénomination de « Société québécoise d'information juridique ».

2. La Société est formée de treize membres, dont le président et le vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. La Société est formée de:

a) deux juges, nommés après recommandation des juges en chef des cours de justice;

b) deux universitaires, nommés après recommandation des doyens des facultés de droit;

c) trois avocats, nommés après consultation du Barreau du Québec;

d) un notaire, nommé après consultation de la Chambre des notaires du Québec;

e) deux fonctionnaires du ministère de la justice, nommés sur la recommandation du ministre de la justice;

Bill No. 79

An Act to constitute the "Société
québécoise d'information juridique"

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

CONSTITUTION

1. A body, hereinafter called "the company", is established under the name of "Société québécoise d'information juridique".

2. The company shall be composed of thirteen members, including the president and the vice-president, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

3. The company shall be composed of:

(a) two judges, appointed on the recommendation of the chief justices of the courts;

(b) two academics, appointed on the recommendation of the deans of the law faculties;

(c) three advocates, appointed after consultation with the Bar of the Province of Québec;

(d) one notary, appointed after consultation with the Chamber of Notaries of Québec;

(e) two officers from the Department of Justice, appointed on the recommendation of the Minister of Justice;

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet porte création d'une Société dont la composition est indiquée aux articles 2 et 3 et dont les fonctions sont décrites aux articles 19, 20 et 21.

EXPLANATORY NOTE

The object of this bill is to create a company composed as indicated in sections 2 and 3 with the objects described in sections 19, 20 and 21.

f) deux fonctionnaires nommés sur la recommandation du ministre des communications;

g) d'autres membres ayant le droit de parole mais non le droit de vote suivant l'évolution des besoins.

[[4. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres.]]

5. Les membres de la Société, à l'expiration de leur mandat, restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

6. En cas d'absence ou d'incapacité du président, il est remplacé par le vice-président.

7. Un membre de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

8. La Société nomme un directeur général qui est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

[[9. Le directeur général et les autres membres du personnel de la Société sont nommés et rémunérés conformément aux effectifs, normes et barèmes établis par règlement de la Société approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

10. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

11. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

(f) two officers appointed on the recommendation of the Minister of Communications;

(g) other members, as needed, who shall have speaking rights, but not voting rights.

[[4. The Lieutenant-Governor in Council shall fix, where necessary, the additional salary, fees or allowances of each member.]]

5. The members of the company shall remain in office on the expiry of their term until they are replaced or reappointed.

6. If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president.

7. A member of the company shall not, under pain of forfeiture of office, have any direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the company.

However, such forfeiture shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

8. The company shall appoint a general manager who shall be responsible for the administration of the company within the scope of its by-laws.

[[9. The general manager and the other members of the personnel of the company shall be appointed and remunerated according to the staff requirements, standards and scales established by by-law of the company approved by the Lieutenant-Governor in Council.]]

10. The company shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

11. The company shall have the rights and obligations of a mandatar of the government.

Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations de la Société peut être poursuivie sur ces biens.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom propre.

12. La Société a son siège social dans la Ville de Québec ou celle de Montréal, suivant l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Elle peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

13. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Société sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président, le vice-président ou le directeur général.

14. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

15. La Société doit, chaque année, transmettre au ministre de la justice, à la date que ce dernier prescrit, son budget pour l'exercice financier suivant. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut démettre tout membre de la Société qui acquiesce à une dépense non prévue par le budget de la Société.

16. La Société doit transmettre au ministre de la justice, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale.

17. La Société doit fournir en tout temps au ministre de la justice, tout renseignement ou rapport qu'il requiert sur ses activités.

18. Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

The property of the company shall form part of the public domain, but the performance of the obligations of the company may be levied against its property.

The company binds none but itself when it acts in its own name.

12. The company shall have its head office in the City of Québec or in the City of Montréal, as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe by order, which shall come into force upon publication in the *Gazette officielle du Québec*.

It may hold its sittings at any place in the province of Québec.

13. Minutes of the sittings approved by the company shall be authentic; the same applies to copies or extracts certified by the president, the vice-president or the general manager.

14. The fiscal year of the company shall end on 31 March each year.

15. The company must, each year, send to the Minister of Justice, on the date prescribed by him, its budget for the next fiscal year. Such budget shall be without effect until approved by the Minister.

The Lieutenant-Governor in Council may dismiss any member of the company who assents to an expenditure not provided by the budget of the company.

16. The company shall send to the Minister of Justice, not later than 30 June each year, a report of its activities for the previous fiscal year.

The Minister shall table such report before the National Assembly.

17. The company shall at any time give the Minister of Justice any information or report he requires on its activities.

18. The books and accounts of the company shall be audited each year by the Auditor-General and, in addition, whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders.

SECTION II

FONCTIONS

19. La Société a pour fonctions de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

La Société peut aussi exécuter tout projet et toute tâche, à la demande d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement dans le but d'appliquer au domaine du droit les diverses techniques de traitement et de conservation de l'information.

20. La Société doit notamment:

(a) publier et diffuser l'information juridique en collaboration avec l'éditeur officiel du Québec;

(b) organiser et développer un service de documentation juridique, exploiter à cette fin l'informatique et les techniques et instruments de travail propres à favoriser l'accessibilité des justiciables et du monde juridique à cette documentation.

21. La Société collabore avec l'éditeur officiel du Québec à la publication des décisions judiciaires rendues par les tribunaux judiciaires et quasi-judiciaires du Québec.

La Société fixe les modalités de la cueillette des décisions rendues par ces tribunaux et elle établit les critères de sélection des décisions à rapporter ainsi que la façon dont doivent être rapportées ces décisions.

22. Pour remplir ses fonctions, la Société peut coopérer avec les organismes du Québec ou de l'extérieur, voués à l'information juridique, à la documentation juridique et à la réforme du droit.

Elle peut conclure des accords avec ces organismes conformément aux lois en vigueur.

DIVISION II

OBJECTS

19. The objects of the company shall be to promote research and development in the field of legal information, and the processing of legal data, in order to improve the quality of such information and to make it more accessible to the general public.

The company may also carry out any project or task, at the request of any department or agency of the government, in order to apply to law the various techniques of data processing and information conservation.

20. The company shall in particular:

(a) publish and distribute legal information in cooperation with the Québec Official Publisher;

(b) organize and develop a legal documentation service, operate for such purpose a data processing service and use such techniques and implements as may favour the availability of such information to individuals before the courts and persons professionally engaged in law.

21. The company shall cooperate with the Québec Official Publisher in publishing judicial decisions rendered by the courts and the quasi judicial tribunals of the province of Québec.

The company shall fix the terms and conditions for collecting decisions rendered by such courts, and establish criteria for selecting the decisions to be reported and the manner of reporting them.

22. The company, to fulfil its duties, may cooperate with the Québec or non-Québec organizations concerned with legal information, legal documentation and law reform.

It may make agreements with such organizations in accordance with the laws in force.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

23. La présente loi s'applique sous réserve de la section VI de la Loi de la Législature.

[[**24.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

25. Le Service de documentation juridique Inc., formé en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies le 21 décembre 1971, est dissout; la Société acquiert les biens et droits de ce Service et exécute les obligations valablement contractées par lui.

26. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

27. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

DIVISION III

FINAL PROVISIONS

23. This act applies subject to Division VI of the Legislature Act.

[[**24.** The expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the moneys granted each year for such purpose by the Legislature.]]

25. The Service de documentation juridique Inc., incorporated under Part III of the Companies Act on 21 December 1971, is dissolved; the company shall acquire the property and rights of such Service and shall perform the obligations validly contracted by it.

26. The Minister of Justice is entrusted with the application of this act.

27. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.